



TR 101

SUR LA PLANÈTE, L'EAU SAINNE NE COULE PAS DE SOURCE

L'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030 est l'un des 17 Objectifs de développement durable fixés par l'Onu. Une question de survie et de dignité pour près de 38 % de la population mondiale.

C'est l'une des scènes les plus connues de *Slumdog Millionaire*, le film de Danny Boyle (2008) qui raconte l'ascension d'un enfant des bidonvilles de Bombay. Lorsque le petit Jamal se retrouve enfermé dans une latrine sur pilotis, perchée sur une mer d'excréments, alors même qu'une vedette des films de Bollywood vient d'atterrir non loin de là, il n'hésite pas à sauter par le trou pour rejoindre son idole. La séquence pourrait prêter à rire si elle n'était pas aussi réaliste.

L'Inde est l'un des pays où l'accès à l'eau et à l'assainissement est le plus déficient : 560 millions de personnes sont obligées de déféquer dans la nature, faute de toilettes. La problématique dépasse le cadre des bidonvilles de Bombay. Sur le plan mondial, 2,5 milliards d'individus n'ont pas accès à des toilettes dignes, soit environ 38 % de la population de la planète ! Un chiffre à rapprocher de celui concernant l'accès à l'eau potable. Si 2 milliards de personnes boivent une eau contaminée, c'est aussi bien souvent à cause des problèmes d'assainissement.

Des villes surpeuplées dépassées

Principales zones concernées : les campagnes des pays en développement, où seulement 37 % des ruraux bénéficient d'un réseau public d'eau. Mais la situation est plus inquiétante encore dans les villes où se multiplient les quartiers informels. On estime que 1 milliard de personnes dans le monde vivent aujourd'hui dans ces zones d'habitats précaires. Ils seront sans doute 3 milliards en 2050. La situation ne devrait pas s'arranger avec la crise des réfugiés, notamment climatiques. Au Bangladesh, par exemple, les habitants des Sundarbans, une région du sud du pays dévastée par les cyclones, viennent s'entasser dans les bidonvilles de Dacca, la capitale surpeuplée. À Jhill Par, un *slum* (bidonville) de Dacca, la population a explosé, sans doute multipliée par cinq en seulement un an. Débordées, les infrastructures n'arrivent pas à suivre. « La ville est aujourd'hui le théâtre d'une poursuite permanente entre le développement des



infrastructures et sa croissance physique. Or, cette compétition est en train d'être perdue par les pouvoirs publics », affirme ainsi Gérard Payen, ancien conseiller pour l'eau et l'assainissement du secrétaire général des Nations unies.

Dans ces quartiers, trouver de l'eau et un endroit où faire ses besoins est une lutte de tous les jours. Beaucoup pratiquent la méthode des « toilettes volantes » : les habitants utilisent des sacs plastiques qu'ils jettent ensuite sur les toits ou le plus loin possible de leurs habitations. Lorsque ceux-ci disposent de latrines, à l'image du petit Jamal de *Slumdog Millionaire*, leur contenu, évacué dans un trou ou une fosse septique, est rarement vidé par un service régulier

ANNE
GUION
Journaliste
à La Vie.



d'évacuation. Et lorsque celui-ci est en fonction, seule une petite partie des matières fécales est retraitée. Le reste débouche dans les rivières, où l'on puise bien souvent l'eau pour la consommation de la population et du bétail. Aujourd'hui, 90 % des eaux usées (polluées notamment par les rejets humains) des pays en développement arrivent dans la nature sans aucune dépollution (40 % dans les pays développés). Les conséquences sur la santé sont désastreuses. Chaque année, 314 000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies diarrhéiques liées à la consommation d'eau insalubre et aux mauvaises conditions d'hygiène. La diarrhée est l'une des trois causes de mortalité des jeunes enfants les plus

Chaque jour, à 130 km au sud de Bombay, un camion-citerne alimente en eau potable ce réservoir où des villageois viennent la puiser. En Inde, la difficulté d'accès à l'eau se double d'une crise liée à l'épuisement de la ressource.

courantes dans le monde avec la pneumonie et le paludisme. Pour éviter cela, les habitants des bidonvilles qui le peuvent achètent l'eau potable à prix fort (souvent 2 ou 3 mais jusqu'à 30 fois plus élevé que le prix public) à des petits revendeurs privés. Ce sont donc les plus pauvres qui paient l'eau la plus chère.

Comment faire pour offrir à ces populations des conditions de vie décentes ? C'est tout l'enjeu des 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour transformer notre monde qui ont été votés à l'unanimité par 195 États en septembre 2015 à l'Onu. Ils prévoient dans leur Objectif 6 un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030. Concrètement, cela veut dire qu'à cette date tout le monde devrait bénéficier d'une eau non contaminée, accessible et disponible tous les jours. Les ODD envisagent également que les États en développement dépolluent la moitié de leurs eaux usées.

Un gros retard sur l'assainissement

Des objectifs très ambitieux. Trop, sans doute. « *Nous sommes très sceptiques quant aux capacités des États et de la communauté internationale à tenir leurs engagements* », estime ainsi Alain Boinet, le fondateur de Solidarités International dans le *Baromètre 2016 de l'eau*, un état des lieux établi chaque année par cette ONG. Il est vrai que ceux-ci partent de loin, surtout en ce qui concerne l'assainissement, un domaine ignoré depuis longtemps. « *Les pourvoyeurs d'aide consacrent en général 10 fois plus de ressources à l'eau qu'aux installations sanitaires. Dans les programmes "eau et assainissement", ils omettent souvent de dégager les budgets pour l'éducation à l'hygiène, la promotion des toilettes ou la construction de systèmes d'évacuation des eaux et des excréments* », s'indignait Maggie Black, spécialiste britannique des problématiques liées à l'eau dans un article paru en 2010 dans *Le Monde diplomatique*. « *C'est une question taboue surtout dans l'enceinte majestueuse des Nations unies où aucun représentant de pays n'a envie de raconter ses problèmes de toilettes et d'eaux usées*, s'insurge Gérard Payen. *Résultat : avant 2015, il n'y a pas eu un seul texte de l'Onu sur les eaux usées. L'institution ne comptait d'ailleurs aucun expert sur le sujet.* »

L'autre difficulté tient au fait que l'accès à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement nécessite forcément de passer par les pouvoirs 🏠🏠🏠



publics. Contrairement à d'autres services moins vitaux comme le téléphone portable. Comment se fait-il ainsi qu'au Nigeria 90 % de la population est couverte par un réseau cellulaire, alors que seulement 4 % des Nigériens ont un robinet à domicile ? « La décision d'avoir un téléphone portable et de se connecter au réseau de téléphonie mobile est avant tout une décision personnelle, explique Gérard Payen. Alors que vous ne pouvez pas décider dans votre coin de raccorder votre maison au réseau d'eau potable ou d'assainissement existant. » C'est d'autant plus difficile dans le cas des États souvent fragiles des pays en développement. Mais attention, ce n'est pas parce qu'un pays est pauvre qu'il est déficient dans le domaine. Et vice versa. « Il s'agit vraiment d'une question de volonté politique, poursuit l'ancien conseiller. L'accès à l'eau et à l'assainissement est-il une priorité par rapport à la construction de routes ou bien d'hôpitaux (etc.) ? » En Indonésie, par exemple, seulement 20 % de la population a accès à un robinet à domicile, alors que le PIB par habitant est de 4 700 \$; contre 40 % au Sénégal pour un PIB par habitant deux fois inférieur.

Des solutions adaptées à inventer

Atteindre les objectifs des ODD devrait coûter très cher. La Banque mondiale a évalué que les investissements des États pour les infrastructures doivent tripler et atteindre la somme globale de 114 milliards de dollars par an. « Soit, selon Alain Boinet, presque autant chaque année que la totalité de l'Aide publique au développement (APD), qui a été de 131,6 milliards de dollars en 2015. » « Il ne s'agit pas forcément de construire ou de reconstruire les réseaux, ce qui coûterait très cher !, s'exclame Gérard Payen. D'autres formules sont également possibles.

EN FRANCE, LA LOI SUR LE DROIT À L'EAU CROUPE

En France, 2 millions de personnes ont un accès insatisfaisant à l'eau potable et à l'assainissement, selon le rapport 2014 de la Fondation Abbé-Pierre sur l'état du mal-logement. Il s'agit des personnes sans domicile fixe, des ménages vivant dans des logements précaires ou des personnes éprouvant des difficultés à payer leur facture d'eau. Pourtant, la loi visant à mettre en place concrètement ce droit fondamental, reconnu par les Nations unies en 2010, n'a toujours pas été votée en France. Le pays proposait le retour des fontaines, toilettes et douches publiques gratuites dans les communes, la mise en place d'une tarification plus juste et équitable pour accompagner les populations défavorisées, ainsi qu'une aide préventive pour permettre aux plus démunis de subvenir à leurs besoins vitaux en eau et en services d'hygiène. Le texte adopté en juin 2016 par l'Assemblée nationale a été bloqué en février 2017 par les sénateurs. Ces derniers ont notamment estimé que la loi imposerait de nouvelles contraintes aux collectivités locales.

Le tout est d'abord de recenser les besoins. Ensuite, on peut imaginer l'installation de bornes fontaines dans les bidonvilles. L'eau peut aussi être acheminée par des camions-citernes. Même chose pour l'assainissement : pourquoi ne pas mettre en place des tournées régulières de camions vidangeurs dans les quartiers dont les habitants disposent de fosses septiques ? »

Le privé est appelé à la rescousse. La Fondation Bill et Melinda Gates a lancé en 2011 un concours technologique, intitulé « Réinventer les toilettes », pour tenter de mettre au point des sanitaires mieux adaptés au contexte des pays en développement. Des solutions innovantes ont déjà été expérimentées sur le plan local comme le système Peepoo mis en place en 2009 dans un quartier du bidonville de Kibera à Nairobi, au Kenya, qui reprend la méthode des « toilettes volantes » : soit un sac biodégradable qui, grâce à un procédé chimique, neutralise les agents pathogènes des excréments. Le sac et son contenant peuvent ensuite servir d'engrais.

Il y a urgence car l'accès à l'eau potable et à l'assainissement n'est pas qu'une question de santé. Les conséquences indirectes sur le développement sont importantes. Les enfants qui sont fréquemment malades après avoir bu de l'eau contaminée risquent davantage de décrocher et de quitter le système scolaire. Les inégalités hommes-femmes sont aussi renforcées par les mauvaises conditions d'hygiène. Les fillettes quittent souvent l'école à la puberté, faute de trouver un endroit protégé où se changer quand elles ont leurs règles. Il s'agit surtout d'un combat politique pour la dignité des hommes.

Un droit humain à l'eau reconnu

C'est dans cet esprit que les ONG spécialisées ont longtemps lutté pour la reconnaissance du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, finalement reconnu en 2010 par les Nations unies. Lorsqu'en 2014, le Premier ministre indien Narendra Modi lance un programme « Inde propre » pour donner à chaque Indien des installations sanitaires décentes d'ici à 2019, il prend soin de citer Gandhi. Le père de l'indépendance indienne s'est effectivement beaucoup battu pour améliorer l'accès à l'hygiène de ses compatriotes. C'est lors de son long séjour en Afrique du Sud (1893-1915) que l'apôtre de la non-violence a pris conscience que le manque d'hygiène des Indiens, nombreux dans le pays, les emprisonnait eux-mêmes dans leur condition d'« intouchables » aux yeux de la minorité blanche. Il ira même jusqu'à affirmer bien plus tard, lors d'un meeting en Inde, que « l'assainissement est plus important que l'indépendance ». Une façon de dire qu'il ne peut y avoir de libération sans dignité humaine, un droit fondamental.